



OFFRE D'EMPLOI N°016/APEDC-RDC/RH-ADMN/ DEC/2025.

L'ONG Agir pour le Protection de l'Enfant et le Développement Communautaire « APEDC- RDC » en sigle, est une organisation nationale sans but lucratif des droits congolais, membre de la société civile œuvrant depuis 2015 pour la protection de l'enfant et de la femme y compris la protection des personnes vivant avec Handicap et bien d'autres catégories en besoin spécifiques.

Elle est enregistrée en République Démocratique du Congo par autorisation de **l'arrêté Ministériel N°523/CAB/ME/MIN/J&GS/2023 DU 29 DEC 2023.**

Elle intervient dans les domaines de la Protection de l'enfant et de la femme ; Gouvernance, Paix et transformation des conflits ; Violences basées sur le genre (VBG) ; Santé – Nutrition ; Sécurité Alimentaire; WASH et l'Education.

Actuellement, APEDC-RDC est active dans 9 provinces en RDC, notamment au Sud-Kivu, Nord-Kivu, Ituri, Maniema, Kwilu, Maindombe, Kinshasa, Tanganyika et Kwango.

APEDC-RDC avec l'appui financier et technique de CBM (Christian Blind Mission) souhaite recruter **Un (1) Officier Protection et transformation des conflits** avec expérience avérée dans le cadre du projet « **SIMAMENI TWENDE. (Improving the socio-economic resilience, health and social cohesion of vulnerable communities in South Kivu (P10963)** ».

Le projet sera exécuté dans les **Zones de Santé de MITI MURHESA, NYANGEZI et WALUNGU** en province du Sud-Kivu.

Le projet répondra aux besoins des communautés à travers trois secteurs clés. Il s'agit de la sécurité alimentaire, la santé et la paix et transformation des conflits.

| | |
|---------------------------------|---|
| Titre de poste | Officier Protection (paix et résolution des conflits) |
| Nombre à recruter | 01 |
| Lieu d'affectation | Zone de santé de Miti Murhesa, Walungu et Nyangezi. |
| Durée du contrat | 12 mois renouvelables sur base de performance et la disponibilité des financements. |
| Type de contrat et Durée | CDD |
| Date de publication | 16 Décembre 2025 |
| Date de clôture | 31 Décembre 2025 à 16 heures |
| Date de prise de poste | Sous Reserve de Financement |

1. Résumé du poste

Sous la supervision du Chef de projet, l'Officier Protection et Transformation des Conflits est le responsable de la mise en œuvre des activités du volet Inclusion, cohabitation pacifique et consolidation de la paix dans l'objectif protéger les populations affectées par les crises et à prévenir ou résoudre les conflits communautaires. Il facilite le dialogue entre les acteurs locaux, mène des actions de cohésion sociale et contribue à la construction de la paix inclusive.

2. Principales responsabilités et tâches :

| | |
|--|--|
| Principales responsabilités : | <ul style="list-style-type: none"> • Développer la stratégie opérationnelle de mise en œuvre de la composante du projet « Paix, cohésion sociale, et gestion des conflits », les systèmes, les approches, les outils et le matériel ; • Garantir la gestion opérationnelle, financière et programmatique en collaboration avec les membres de l'équipe de APEDC-RDC ; • Planifier préparer et réaliser en collaboration avec les zones de santé et autres acteurs impliqués, toutes les informations des communautés, sur les thématiques pertinentes et les approches de protection de l'enfant développées par APEDC-RDC ; • Contribuer à la définition des bénéficiaires cibles et aux critères d'inclusion aux activités du projet et les critères priorisation et élection des bénéficiaires ; • Impliquer la structure communautaire à différents niveaux dans la mise en œuvre des activités prévues (Dialogue, médiation ; formation, Cartographie/Identification des OPD et organisations féminines existantes ...); • Planifier les différentes étapes de la mise en œuvre du projet telles que définies dans la proposition de projet en organisant les activités et les ressources disponibles (techniques, humaines, financières et logistique) ; • Mapping et redynamisation des structures locales existantes pouvant contribuer au processus de consolidation de la paix. |
| Mobilisation communautaire | <ul style="list-style-type: none"> • Organiser des réunions avec les leaders communautaires et autorités locales. • Organisation des séances de sensibilisation sur la paix, la cohésion sociale et l'importance de la médiation. |
| Coordination interne et externe | <ul style="list-style-type: none"> • Travailler en étroite collaboration avec les équipes des autres partenaires dans les zones de santé du projet (nutrition, WASH, protection, agro-pastorale, santé,...) ; • Collaborer avec les équipes cadres des zones de santé et des centres de santé partenaires ; • Participer aux réunions de coordination avec les partenaires (ONG, autorités sanitaires, clusters, etc.) ; • Contribuer à la cohérence des activités SECAL avec les autres composantes du projet ; • Produire des rapports à partager avec les mécanismes de coordination (cluster protection) existante au Sud-Kivu (3W, 5W, 6W, SITREP,). |



| | |
|-------------------------------|--|
| Conformité et Sécurité | <ul style="list-style-type: none"> • Veiller au respect des politiques de protection, PSEA, protection des personnes vivant avec handicap, lutte contre la fraude et la corruption ainsi que les autres normes/principes, standards humanitaires existantes ; • S'assurer que les bénéficiaires sont sélectionnés de manière transparente et équitable ; • Reporter toute situation de fraude, exploitation ou abus ; • Respecter les mesures de sécurité et informer la hiérarchie des incidents ; • Appuyer le fonctionnement des mécanismes de gestion des plaintes et de feed-back. |
|-------------------------------|--|

3. Profil recherché :

- Diplôme universitaire en études de développement, sciences sociales, droit, relations internationales, gestion des conflits ou domaine connexe ;
- Minimum de 3 ans d'expérience dans l'exécution des projets dans le domaine de protection, Paix et transformation des conflits ;
- Maîtrise des approches basées sur les droits, Ne Pas Nuire et Sensibilité au Conflit dans les contextes volatiles
- Compréhension des cadres légaux et juridiques de l'inclusion des personnes handicapées
- Connaissance des normes humanitaires et des approches de consolidation de la paix ;
- Compétences avérées en facilitation communautaire et tenue de réunions ;
- Solides capacités de rédaction, d'analyse et de rapport ;
- Sensibilité aux questions de genre, inclusion et droits humains ;
- Maîtrise des outils informatiques ;
- Connaissance du contexte local et maîtrise des langues locales souhaitées.

4. Les dossiers de candidatures doivent contenir :

- Une lettre de motivation de 2 pages au maximum décrivant l'expérience dans le domaine précité et adressée au Coordinateur Pays de APEDC-RDC.
- Un Curriculum vitae détaillé avec 3 personnes de référence et leurs contacts téléphoniques et E-mail (un contact du RH du dernier employeur obligatoire).
- Une photocopie de la carte d'électeur valide ou toute autre pièce d'identité valable.
- Les copies de diplôme et attestations des services rendus.
- Attestation d'aptitude physique.
- Carte de l'ONEM pour ceux n'ayant pas de l'emploi.

5. Comment postuler :

Les candidats intéressés sont priés de déposer leurs dossiers à l'adresse suivante : apedcrcrcrrecrutement@gmail.com au plus tard le 31/12/2025 à 16h heures de Bukavu avec comme objet « Offre EXTERNE/INTERNE N° 14/APEDC-RDC/RH-ADMN/ DECEMBRE/2025. ».

Nous vous encourageons par conséquent à soumettre votre candidature le plus rapidement que possible, sans attendre la date de fin de la publication. Seules les personnes dont leurs candidatures sont retenues seront contactées pour la suite du processus.

6. Autres instructions importantes

- Les candidatures féminines et de toute personnes surtout celles vivant avec Handicap répondant aux critères sont fortement encouragées.
 - APEDC-RDC n'exige aucun frais ou avantage pour accéder à l'emploi.
 - APEDC-RDC est engagée dans la lutte contre les exploitations, abus et harcèlement sexuelle (PSEA). De ce fait, APEDC-RDC applique la politique « tolérance zéro » en ce qui concerne l'exploitation et les abus sexuels, et toute forme de violence sexuelles y compris la maltraitance d'enfant et la corruption.

Exploitation sexuelle : fait référence à tout abus réel ou tentative d'abus d'une position de vulnérabilité, d'un différentiel de pouvoir, ou de confiance, à des fins sexuelles, notamment, entre autres, dans le but de profiter pécuniairement, socialement, ou politiquement de l'exploitation sexuelle d'un autre.

Abus sexuel : fait référence à l'atteinte physique réelle ou menace d'atteinte physique, de nature sexuelle, pouvant intervenir par la force, ou dans des situations d'inégalité, ou des conditions coercitives.

En cas de besoin, merci de dénoncer ces actes malsains en nous contactant au +243 999 004 564.

Fait à Bukavu : le 16/12/2025

Pour APEDC-RDC

